Serbie

EXÉCUTION DES ARRÊTS DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME PRINCIPALES RÉALISATIONS OBTENUES DANS LES ÉTATS MEMBRES

Cette étude présente de brefs résumés¹ d'une sélection des principales réformes et réalisations rapportées dans les résolutions finales depuis que le système de la Convention a été modifié en 1998 par le Protocole n° 11, en mettant clairement l'accent sur les réformes récentes, mais en se référant également à des développements antérieurs importants.

Compte tenu de la richesse des affaires closes, la sélection se concentre sur celles qui ont conduit à des changements de législation ou de réglementation gouvernementale ou à l'adoption de nouvelles politiques ou lignes directrices générales émanant des tribunaux supérieurs. En règle générale, cette étude ne couvre pas les informations sur les mesures visant à fournir une réparation individuelle aux requérants.

La présentation est organisée pays par pays et les réformes sont, en principe, présentées dans l'ordre correspondant aux domaines thématiques utilisés dans la base de données spécialisée du Conseil de l'Europe HUDOC EXEC et dans les rapports annuels du Comité des Ministres sur la surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

De nombreuses réformes portent sur des questions qui semblent être des défis en cours dans l'État membre. Les effets des réformes adoptées à un moment donné pourraient donc avoir besoin d'être suivis et possiblement réévalués en fonction des changements de circonstances².

¹ Les résumés sont rédigés sous la seule responsabilité du Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

² La présentation est limitée aux informations fournies au moment de l'adoption de la résolution finale. Il est rappelé dans ce contexte que le Comité des Ministres a publié la [Recommandation \(2004\)5](#) sur la vérification de la compatibilité des projets de loi, des lois en vigueur et des pratiques administratives avec les normes fixées par la Convention européenne des droits de l'homme.

► *Actions des forces de sécurité et enquêtes efficaces*

La participation des victimes aux enquêtes a été renforcée en 2011 en vertu du nouveau Code de procédure pénale. En outre, en 2017, le procureur général a délivré une méthodologie pour les enquêtes sur les cas de mauvais traitements par la police et des lignes directrices détaillées pour poursuivre les crimes de haine, qui constituent une obligation positive pour les autorités. Le Code pénal contient désormais l'infraction de crime de haine et la haine comme motivation, y compris la haine religieuse, y a été introduite comme une circonstance aggravante des infractions pénales.

Milanović (44614/07)
Résolution finale
CM/ResDH(2019)365

En ce qui concerne les mauvais traitements infligés aux prisonniers, la Loi sur l'exécution des sanctions pénales de 2014 comprend des mesures visant à surveiller et à prévenir la violence en détention. En 2015, le Règlement sur la surveillance du travail des institutions pénales a défini les exigences procédurales et les sanctions possibles. L'emploi du personnel pénitentiaire peut être résilié, entre autres, en raison de l'absence de déclaration des violations du règlement intérieur de l'établissement (y compris la violence entre détenus). En outre, le personnel médical doit tenir un registre spécial des blessures subies par les détenus et informer le directeur de l'établissement de tout signe de violence. En outre, les allégations de mauvais traitements doivent être poursuivies d'office, tandis que les autorités publiques sont tenues de signaler aux procureurs toutes les infractions pénales présumées, y compris celles liées à la violence entre détenus.

Gjini (1128/16)
Résolution finale
CM/ResDH(2020)79

► *Droit à la liberté et à la sécurité*

Le droit d'être traduit devant un juge dans les 48 heures est garanti au niveau constitutionnel depuis 2006 et a été inscrit dans le Code de procédure pénale de 2011. La Cour constitutionnelle a développé sa jurisprudence afin de prévenir une durée excessive de la détention provisoire à la lumière des circonstances particulières des affaires et de leur complexité.

Vrenčev (2361/05+)
Résolution finale
CM/ResDH(2018)52

Il n'est plus possible de détenir des personnes sur la base de jugements de tribunaux étrangers qui n'avaient pas été reconnus auparavant par les autorités serbes conformément à la procédure appropriée de reconnaissance d'une décision étrangère en matière pénale. Conformément aux recommandations émises en 2015 par le Médiateur, l'administration chargée de l'exécution des sanctions pénales devrait libérer toutes ces personnes et les informer de la possibilité de demander une indemnisation pour détention illégale.

Mitrović (52142/12)
Résolution finale
CM/ResDH(2020)78

► *Fonctionnement de la justice*

➤ Équité des procédures

Le règlement de la Cour de cassation de 2009 a permis aux tribunaux de droit civil d'harmoniser la jurisprudence interne afin d'éviter les incohérences en ce qui concerne les demandes introduites dans des situations identiques. À cet effet, les présidents des cours d'appel ont tenu des sessions conjointes afin de discuter de sujets pertinents relatifs au droit civil en vue d'une harmonisation générale de la jurisprudence.

Vinčić et autres (44698/06+)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)107

➤ Accès à un tribunal

La Loi sur le cadastre de 2009 a garanti la possibilité d'un contrôle judiciaire des décisions administratives concernant l'enregistrement de biens immobiliers.

Backović (47997/06)
Résolution finale
CM/ResDH(2013)44

➤ Durée excessive des procédures pénales

Les procédures pénales ont été accélérées par le biais d'un certain nombre d'amendements législatifs en 2013, notamment en introduisant l'obligation pour le procureur d'établir les motifs de l'inculpation avant le procès. Une loi spéciale de 2005 donne la priorité aux procédures pénales concernant les victimes mineures.

Ristić (32181/08)
Résolution finale
CM/ResDH(2014)18

En 2011, la Loi sur la Cour constitutionnelle a été modifiée pour garantir une conduite plus effective des procédures dans les chambres composées de huit ou trois juges, respectivement, au lieu de 15. En 2013, le règlement intérieur a permis la création de la fonction de juge rapporteur, la révision des plans de travail périodiques et le renforcement de l'appui informatique. En 2018, une vaste enquête a permis d'identifier les affaires pendantes depuis plus de trois ans afin de garantir leur achèvement rapide.

Milovanovic (56065/10)
Résolution finale
CM/ResDH(2021)20

➤ Exécution des décisions de justice définitives à l'encontre des entreprises d'État

Les procédures d'exécution relatives aux dettes détenues par des sociétés collectives ont été améliorées par un changement de pratique des autorités locales concernées ainsi que par l'introduction, en 2012, d'un recours effectif permettant de contester la non-exécution des décisions de justice définitives.

EVT Company (3102/05+)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)183

➤ **Protection de la vie privée**

➤ Protection de la correspondance

En 2009, les prisonniers ont obtenu un droit illimité à la correspondance, lequel ne peut être limité que par une décision de justice.

Stojanović, Jovančić et Milošević (34425/04+)
Résolution finale
CM/ResDH(2011)77

➤ Protection contre le licenciement pendant la procédure pénale

La Cour européenne a estimé que le droit des requérants au respect de leur vie privée avait été violé et qu'ils avaient souffert d'un manque de prévisibilité de la loi à la suite de leur licenciement de la police en raison des poursuites pénales engagées contre eux. En conséquence, la Loi sur la police de 2005 et 2016 a été modifiée et prévoit qu'un policier ne peut être suspendu qu'au cours d'une procédure pénale, mais non licencié.

Milojević et autres (43519/07)
Résolution finale
CM/ResDH(2018)93

➤ **Protection contre la discrimination religieuse**

La Loi sur l'interdiction de la discrimination de 2009 est devenue un instrument clé pour assurer une protection efficace contre la discrimination, y compris pour des motifs religieux, en introduisant le droit de la victime de demander une protection devant les tribunaux civils. Un Commissaire à l'égalité a été créé en tant qu'institution indépendante ayant la compétence d'enquêter sur les affaires de discrimination et de proposer des solutions. Ces mesures ont été accompagnées par la Stratégie de lutte contre la discrimination (2013-2018), la Stratégie pour l'inclusion sociale des Roms (2016-2020) et la Stratégie nationale de réforme judiciaire (2013-2018).

Milanović (44614/07)
Résolution finale
CM/ResDH(2019)365

► Protection des droits de propriété

► Paiement des pensions acquises au Kosovo³

Les procédures nécessaires pour assurer le paiement des pensions acquises au Kosovo ont été mises en place à partir de 2013. Les pensions ont été payées.

Grudić (31925/08)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)427

► Remboursement des « anciens » fond d'épargne en devises

En 2016, une loi a introduit un mécanisme de remboursement des « anciens » fonds d'épargne en devises (estimées à 310 millions d'euros) détenus par les ressortissants des États ayant succédé à la RSFY dans les succursales des banques serbes en Serbie et à l'étranger ou détenus par les ressortissants serbes dans les succursales serbes de banques dont le siège social se situe sur le territoire d'autres anciennes républiques yougoslaves. En outre, des dispositions administratives ont été mises en place pour recevoir et gérer les demandes de remboursement.

Alisić et autres (60642/08)
Résolution finale
CM/ResDH(2020)184

► Droits électoraux

Par suite des faits de cette affaire dans laquelle la cessation du mandat parlementaire du requérant a été effectuée en violation du droit applicable et des règles parlementaires exigeant que l'intention de démissionner soit présentée par le parlementaire en personne, conformément à sa volonté *réelle*, la Loi de 2011 sur les élections des membres du Parlement a supprimé les « mandats administrés par les partis » et les « lettres de démission non-datées » des députés.

Paunović et Milivojević
(41683/06)
Résolution finale
CM/ResDH(2017)193

► Liberté de circulation

Les ministres de l'Intérieur n'ayant pas promulgué, depuis 2008, de règlement régissant la forme et le contenu des documents de voyage pour les réfugiés, le droit à la liberté de circulation des demandeurs d'asile a été violé. En novembre 2023, le ministre de l'Intérieur a promulgué les règles requises sur la forme et le contenu des documents de voyage pour les réfugiés, qui sont devenues applicables au début de l'année 2024.

S.E. (61365/16)
Résolution finale
CM/ResDH(2024)145

³ Toute référence au Kosovo, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, dans le présent texte doit être comprise dans le plein respect de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies et sans préjudice du statut du Kosovo.